

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG123/3
29 octobre 2001

(01-5295)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA GÉORGIE ET LE KAZAKHSTAN

Communication de la Géorgie

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

1. Membres, dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

Date de la signature: 11 novembre 1997 à Almatish (Kazakhstan)
Ratification: 28 mai 1997 (Géorgie)
Entrée en vigueur: 16 juillet 1999

2. Type d'accord

L'Accord établit une zone de libre-échange répondant à la définition figurant à l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994.

3. Champ d'application

La zone de libre-échange établie par l'Accord forme le cadre des relations commerciales futures entre la Géorgie et le gouvernement du Kazakhstan.

L'Accord porte sur les marchandises et les services.

Dès l'entrée en vigueur de l'Accord, les Parties n'appliqueront pas de droits de douane, taxes ou impositions d'effet équivalent à l'exportation ou à l'importation de marchandises originaires du territoire douanier des Parties contractantes. Les Parties à l'Accord ne percevront pas non plus, directement ou indirectement, des taxes ou impositions intérieures sur les produits visés par le présent accord, à un taux dépassant celui des taxes ou impositions correspondantes appliquées à des produits similaires de production nationale ou à ceux qui sont produits dans des pays tiers.

4. Données commerciales

Importations de la Géorgie en provenance du Kazakhstan, 1997-2000
(Millions de dollars EU)

	Total des échanges	Échanges visés	Pourcentage des échanges visés
1997	2,7	-	
1998	7,0	-	
1999	1,4	1,0	72,5%
2000	11,2	11,2	100,0%

II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

1. Restrictions à l'importation

1.1 Droits et impositions

Conformément à l'article premier de l'Accord, les Parties n'appliqueront ni droits de douane, ni taxes ou impositions d'effet équivalent à l'importation, à l'exception des importations de marchandises couvertes par le Protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange.

Le Protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange, dont le projet est actuellement négocié entre les Parties, fait partie intégrante de l'Accord. Sont actuellement exclus du régime de libre-échange entre les deux Parties les produits ci-après:

Désignation de la marchandise	Code	Taux de droit
Boissons alcooliques et non alcooliques	Groupe 22 (à l'exception des n° 2201, 2202, 2204, 2208, 2209)	12%
Tabac et succédanés industriels du tabac	Groupe 24	12%
Sucre		12%

1.2 Restrictions quantitatives

Les Parties s'abstiendront d'appliquer des restrictions quantitatives à l'importation de marchandises ou des mesures d'effet équivalent dans le cadre du présent accord.

Les Parties sont en outre convenues de garantir la liberté de transit.

2. Restrictions à l'exportation

2.1 Droits et impositions

Les Parties n'appliquent pas de droits à l'exportation de marchandises.

2.2 Restrictions quantitatives

Les Parties s'abstiendront d'appliquer des mesures discriminatoires ainsi que des restrictions quantitatives à l'exportation de marchandises ou des mesures d'effet équivalent dans le cadre du présent accord.

3. Règles d'origine

Les règles d'origine ont été définies conformément à la décision du Conseil des chefs de gouvernement de la Communauté des États indépendants en date du 30 novembre 2000.

4. Normes

L'Accord ne contient pas de dispositions concernant les normes.

L'Accord ne contient pas de dispositions sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

5. Sauvegardes

Des restrictions quantitatives peuvent être introduites unilatéralement dans des limites raisonnables et pour une durée strictement déterminée, dans les cas suivants uniquement:

- pénurie grave du produit sur le marché intérieur – jusqu'à ce que la situation soit stabilisée;
- déficit de la balance des paiements – jusqu'à ce que celle-ci soit stabilisée;
- importations d'un produit sur le territoire de l'une des Parties en quantités tellement accrues ou dans des conditions telles qu'elles menacent de causer un tort aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

6. Mesures antidumping et compensatoires

Les Parties à l'Accord reconnaissent que les pratiques commerciales déloyales sont incompatibles avec les objectifs de l'Accord.

8. Dispositions sectorielles

Comme indiqué ci-dessus, il existe une liste de marchandises qui ne sont pas couvertes par le régime de libre-échange entre les Parties. Ces produits sont inclus dans le Protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange signé par les Parties, lequel fait partie intégrante de l'Accord.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

Rien dans le présent accord n'empêchera les Parties de prendre les mesures qu'elles jugent nécessaires pour protéger leurs intérêts fondamentaux ou pour appliquer les dispositions des accords internationaux auxquels elles sont parties contractantes si lesdites mesures concernent:

- les intérêts de la défense nationale;
- le commerce d'armes, de munitions et de matériel militaire;
- une enquête sur une production ayant trait aux besoins de la défense;
- la livraison de matières ou de matériels utilisés dans l'industrie nucléaire;
- la défense de la moralité publique et de l'ordre public;
- la protection de la propriété industrielle ou intellectuelle;
- l'or, l'argent ou autres pierres et métaux précieux;
- la protection de la santé des personnes et des animaux, la préservation des végétaux et la protection de l'environnement.

3. Procédures de règlement des différends

Les différends portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions de l'Accord seront réglés par voie de négociations bilatérales.

4. Rapport avec d'autres accords commerciaux

Rien dans le présent accord n'empêchera les Parties d'appliquer les accords conclus avec des pays tiers ou des organisations internationales sans préjudice des objectifs ou dispositions du présent Accord.

5. Cadre institutionnel

Afin de suivre une politique concertée en matière de contrôle des exportations vis-à-vis des pays tiers, les Parties tiendront des consultations à intervalles réguliers et prendront d'un commun accord des mesures pour mettre en place un système de contrôle efficace des exportations.
